

ABONNEMENTS
Mensuels, prenant cours le 1^{er} de chaque mois : 3.00
Trimestriels, prenant cours le 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre : 9.00
On s'abonne dans tous les bureaux de poste du pays.
ADMINISTRATION-REDACTION
45, RUE DU MARCHE-AUX-POULETS
BRUXELLES

LE MESSAGER DE BRUXELLES

Rédacteur en Chef : Charles DESBONNETS

(Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.)

PUBLICATIONS	
Annuaire 8 pages, la petite ligne	4.00
Revue 8 pages, la ligne	2.00
Pages diverses	1.00
Pages de nouvelles	1.00
Micrologie	1.00
Annuaire notariales	1.00
Annuaire judiciaires	1.00
Annuaire financiers	1.00

BUREAUX AUXILIAIRES :
Ligeur Rue Paul d'Arny, 19
Charleroi, Rue de Namur, 8 (V. G.)
Lille : Rue de la Colline, 12 (Belgique)

COMMUNIQUÉS

Puissances Centrales

BERLIN, 15 janvier (soir). (Officiel) :
A la Brest et à la Piave, fréquemment violent duel d'artillerie. Des autres théâtres de la guerre, rien de nouveau.

BERLIN, 16 janvier (midi). (Officiel) :
Théâtre de la guerre à l'Ouest.
Groupe d'armée du prince héritier Rupprecht de Bavière et du corps de l'armée, l'action d'artillerie a été renforcée. Au sud-est d'Orme, des prisonniers furent ramassés.

Groupe d'armée du duc Albrecht :
Après une action d'artillerie de plusieurs heures, des détachements français ont attaqué au nord de Badouville et se sont introduits passagèrement dans nos tranchées. Nos troupes de reconnaissance ont ramené des prisonniers dans les Vosges supérieures.

Théâtre de la guerre à l'Est.
Rien de nouveau.

Front de Macédoine.
Dans la boucle de la Czerna, action combattive renforcée.

Front italien.
Entre la Brenta et la Piave, fréquemment violent duel d'artillerie, avec une violence spéciale dans la région du mont Asolone. Les Italiens n'ont renouvelé leurs attaques infructueuses qu'au sud du mont Fontana Bocca. Ils ont été repoussés. Dans le secteur de la Piave, au nord de Montello, le feu d'artillerie des Anglais s'est renforcé.

BERLIN, 16 janvier. (Officiel) :
Nouvel succès des sous-marins dans la Méditerranée. Un sous-torpilleur anglais et 24,000 T. B. de tonnage commercial.

Le 30 décembre, un de nos sous-marins, commandé par le premier lieutenant naval Obermuller, a coulé devant Alexandria un grand transporteur de troupes armé, lourdement chargé et puissamment protégé par des chalutiers et des contre-torpilleurs, et ensuite par une escadre hardie, a incendié le contre-torpilleur de protection « H. 0.8 », par une torpille. Le transporteur avait vraisemblablement à bord des Anglais d'Europe exclusivement, suivant les observations du sous-marin.

Parmi les autres navires coulés par nos sous-marins, dont la plupart avaient des cargaisons pour l'Italie ou les Anglais d'Orient, on cite un autre vapeur-transporteur de 5,000 T. B. R. armé, protégé par des contre-torpilleurs, ainsi que deux vapeurs de dimensions moyennes, atteints au milieu de convois.

BERLIN, 16 janvier. (Officiel) :
Le torpillage d'un vapeur transportant des troupes a une particulière importance parce que pour le transport des troupes on a coutume de n'employer que de grands vapeurs rapides à installations spéciales. Nous connaissons déjà le torpillage du contre-torpilleur « H. 0.8 » par les nouvelles anglaises. Celles-ci disaient que l'équipage entier, sauf dix hommes, aurait été sauvé. Actuellement, nous connaissons le récit complet. De plus, il est intéressant, sous ce rapport, d'apprendre du source anglaise que l'Amirauté anglaise, par suite du danger sous-marin croissant, envoie une partie de ses transports en Méditerranée et en Palestine non plus à travers la Méditerranée, mais à l'ouest par l'Océan Atlantique, l'Océan Pacifique et l'Océan Indien.

VIENNE, 15 janvier. (Officiel) :
Théâtre de la guerre italien.
Entre la Brenta et le mont Pertica, les Italiens, après une vigoureuse préparation d'artillerie, renforcée par quelques avions, ont attaqué nos tranchées. Les troupes ont subi de lourdes pertes. A la Piave inférieure, une agression ennemie près de Drossen a été rapidement contraincte.

SOFIA, 15 janvier. (Officiel) :
Front de Macédoine. — Dans la vallée du Skumbe, supérieur, nous avons défermé par nos troupes des puissants détachements de reconnaissance ennemie. De part et d'autre du lac d'Ohrida, dans la région de la Moglena, et au sud-ouest de Doiran, action d'artillerie, un peu plus vive entre le Vardar et le lac de Doiran. Nos postes chassent un détachement d'infanterie anglaise, qui tentait de s'approcher de nos tranchées. Dans la région de Bitola, et le long du Vardar et de la Strouma, vive action continue.

Front de la Dobroudja. — Armistice.

Puissances Alliées

PARIS, 15 janvier. (3 h. après-midi) :
Sur la rive droite de la Meuse, actions d'artillerie violentes vers la fin de la nuit sur le mont Haut-Bois des Courbiers.

En Alsace, nos patrouilles ont ramené des prisonniers.

Nuit calme ailleurs.

PARIS, 15 janvier. (11 h. soir) :
Sur la rive droite de la Meuse, l'ennemi a été qu'il ne positionne du bois de Chaume, sur un front de deux cents mètres environ. L'attaque, brisée par nos feux, n'est pas disposée; quelques fractions ennemies qui avaient réussi à prendre pied dans un élément avancé, ont été rejetées aussitôt.

En Lorraine, nos troupes ont réussi une incursion dans les lignes ennemies de la région de Badonviller et ont ramené une vingtaine de prisonniers.

Rien à signaler sur le reste du front.

LONDRES, 14 janvier. — Des troupes canadiennes entreprennent la nuit dernière un raid foudroyant contre des tranchées ennemies au nord de Lens et ramènent des prisonniers.

LES NEGOCIATIONS de Brest-Litovsk

Brest-Litovsk, 15 janvier. — Les Commissions allemande, autrichienne et russe, se sont occupées aujourd'hui de questions territoriales et politiques. Bien que des divergences considérables existent encore dans les conceptions des deux parties, un rapprochement s'est opéré sur certains points.

BERLIN, 15 janvier. — Le sous-secrétaire d'Etat, M. von den Busche, a dit au cours de la séance de la Commission principale du Reichstag :
« Je puis déclarer, en nom du chancelier, que les instructions qui ont été données au secrétaire d'Etat, M. von Kuhlmann, au sujet des négociations de Brest-Litovsk, n'ont été aucunement modifiées. »

Cette déclaration enlève toute valeur aux bruits répandus dans le public et dans la presse.

Munich, 16 janvier. — L'ancien chef de Cabinet, le comte Podewils, prendra part aux négociations de Brest-Litovsk en qualité de représentant de la Bavière.

Nos Informations

ALLEMAGNE AU REICHSTAG

Berlin, 16 janvier. — On prévoit dans les cercles parlementaires que le chancelier prononcera vendredi le discours annoncé à la Commission principale du Reichstag. Le secrétaire d'Etat, comte Roedern, et les chefs des partis du Reichstag ont conféré hier après-midi.

ANGLETERRE L'AUGMENTATION DU CONTINGENT ANGLAIS

Londres, 15 janvier. — Pour motiver la loi du contingent, le ministre du service national, Sir Auckland Geddes a dit ce qui suit à la Chambre des Communes : Il est évident que nous devons nous préparer à jouer sur le champ de bataille un plus grand rôle jusqu'à l'arrivée de l'Amérique. Il faut donc plus d'hommes pour l'armée. Si nous augmentons la marine et le contingent aérien, comme nous le proposons, et maintenons intactes les armées en campagne, il est nécessaire de lever immédiatement dans le pays 420 à 450,000 hommes, parmi ceux qui se trouvent aujourd'hui dans la vie civile.

Ces chiffres sont un minimum absolu. Il se peut fort bien que les exigences de la situation militaire en 1918 rendent nécessaires la levée d'un nombre plus élevé encore d'hommes parmi les ouvriers de l'industrie. Toutefois, on estime que nous pourrions nous en passer. Si nous augmentons la marine et le contingent aérien, comme nous le proposons, et maintenons intactes les armées en campagne, il est nécessaire de lever immédiatement dans le pays 420 à 450,000 hommes, parmi ceux qui se trouvent aujourd'hui dans la vie civile.

On s'attendait au Sénat français à l'arrestation de M. Caillaux. Les sénateurs estiment que le gouvernement doit en supporter toute la responsabilité. Quelques sénateurs trouvent qu'une interpellation doit être faite à la Chambre afin d'informer le gouvernement à exposer les raisons qui ont amené cette arrestation.

Berlin, 15 janvier. — L'Agence Suissesse dit que les journaux français annoncent, concernant l'arrestation de M. Caillaux, qu'immédiatement après que l'autorisation d'ouvrir la poursuite judiciaire ait été donnée, des investigations avaient été faites en Italie, afin d'obtenir de nouvelles preuves. Ces investigations se rapportent au voyage de M. Caillaux à Rome, et à ses relations avec différents groupes et pacifistes.

Quelques documents, dans lesquels M. Caillaux aurait développé un projet dirigé contre la sûreté de l'Etat français et contre le gouvernement, et qui aurait eu pour conséquence un renversement de tout le système d'Etat français, seraient, dit-on, accablants.

Paris, 15 janvier. — Le « Patrie » écrit :
« L'arrestation fut connue à la Chambre un peu avant midi. Les députés travaillaient à la bibliothèque ou dans les salles de commissions, entourés aussi par les journalistes propagant la nouvelle. »

Le « Presse » écrit :
« La rubrique des scandales s'est enrichie aujourd'hui d'un événement important, celle de l'arrestation de l'ancien ministre-président M. Caillaux. »

L'« Intransigeant » explique :
« Ceux qui, par cupidité ou par ambition, considèrent l'acte d'accusation de M. Dubail comme insuffisant, savent tout autre chose qu'on ne nous dit pas. Des documents accablants prouvent la culpabilité de l'ancien ministre-président. Puis-je donc la justice suivre son cours. Il s'agit de se défendre et de vaincre par tous les moyens. »

L'« Eclair » dit :
« M. Clemenceau a pris une décision des plus importantes. Il fit arrêter l'ancien président du Conseil, M. Caillaux. Depuis ce matin, celui qui pendant deux années gouverna ce pays et qui fut le chef reconnu du parti républicain, n'est plus qu'un détenu aux mains de la justice. M. Caillaux a été arrêté. M. Clemenceau nous ouvre le procès le plus redoutable dans notre histoire. Il accepte la responsabilité suprême la plus tragique. »

Le « Temps » annonce l'événement sans commentaires et rappelle que M. Caillaux déclara lors du procès de sa femme, le 27 juillet 1917, qu'il ne possédait qu'un million de francs.

Le « Journal des Débats » écrit que M. Caillaux ne jouit jusqu'ici d'aucune faveur. Il a été interné dans une cellule ordinaire. M. Bouchardon se refuse à donner des informations. Nous pouvons dire toutefois qu'à 2 h. 30 il se trouve en entrevue avec deux messieurs.

LA DEFENSE DE BOLO PACHA
Mgr Henry Bolo, protonotaire apostolique, secrétaire et prédicateur connu en France, est un des frères de Bolo Pacha, dont il entreprend la défense en un long article dans l'« Eclair ».

D'après lui, son frère, qu'il avait perdu de vue depuis une trentaine d'années, serait une victime d'informations méprisables de rumeurs, d'un sur dix n'est vrai, et qui ont pour conséquence qu'il fut entouré d'une atmosphère de violence défavorable, et fureusement hostile.

Mgr Bolo assure que son frère, suivant des renseignements qu'il a reçus du notaire de celui-ci, était riche avant la guerre, contrairement à ce qu'on a dit. Il s'efforce de démontrer que la conduite de Bolo Pacha et la manière dont il a conduit les millions américains, n'ont aucun rapport avec la conception qu'il vendit son pays, qu'il fit de la propagande défaitiste et qu'il se serait tiré dans le dos des soldats français.

ITALIE
LE CONSEIL DES MINISTRES
Rome, 15 janvier. — Immédiatement après le retour de M. Orlando du front, un Conseil des ministres se réunit; la séance dura quatre heures; tous les ministres y prirent part. Les journaux gouvernementaux annoncent que des questions importantes de la politique internationale furent débattues. Il fut décidé en principe que le chef de Cabinet prononcerait un discours public avant la prochaine réunion de la Chambre, pour exposer les buts de guerre de l'Italie. Cette déclaration aura lieu le 20 janvier à l'occasion de la manifestation patriotique organisée à Milan. La réouverture de la Chambre fut également l'objet des délibérations ministérielles. Il fut décidé qu'au cas où l'on demanderait une réunion extraordinaire de la Chambre, celle-ci demanderait l'adhésion de la Commission des Affaires étrangères.

LA CONFERENCE OUVRIERE
Londres, 16 janvier. — Le « Daily Chronicle » annonce que George étant chargé de travail ne prendra pas part à la prochaine Conférence ouvrière.

L'ATTAQUE DU CONVOI SCANDINAVE
Londres, 15 janvier. — Sir E. Geddes a déclaré à la Chambre des Communes que l'enquête ouverte au sujet de l'attaque d'un convoi scandinave par des forces allemandes, le 12 décembre, avait permis de constater que les navires de secours avaient fait leur devoir et que les autres unités de combat destinées à couvrir le transport avaient été empêchées par les circonstances d'arriver à temps pour protéger le convoi; l'attaque dirigée contre deux navires neutres, non loin de la côte septentrionale anglaise, dans la nuit du 11 au 12 janvier, se rapporte à deux navires qui, à cause de l'obscurité, s'étaient éloignés d'un convoi qui naviguait vers le Sud.

ETATS-UNIS
MESURES MARITIMES
Washington, 15 janvier. — A la suite de la Conférence des Alliés à Paris, le département de la Marine américaine a décidé de désigner des représentants à Londres, à Paris, à Rome et dans presque tous les ports importants de l'Atlantique. Le contrôle sur la navigation américaine est ainsi rendu plus efficace, et la collaboration maritime avec les Alliés devient plus complète.

LE RATIONNEMENT
On mande de New-York au « Matin » : Un projet de loi introduisant un jour de privation de viande et de fromage par semaine sera présenté ces jours-ci aux deux Chambres. La loi accordera au contributeur des vivres les pouvoirs nécessaires pour imposer d'autres mesures restrictives.

L'EXPORTATION DU CHARBON
On mande de Washington que le Département du Commerce de guerre a défendu l'exportation de charbon, pour autant que ce charbon ne soit pas nécessaire à la guerre, les quantités à exporter cette année étant inférieures aux quantités exportées l'année passée.

L'Angleterre devra donc assumer la tâche de ravitailler complètement la France et l'Italie.

On mande également de Washington que le gouvernement américain a l'intention d'interrompre l'activité de toutes les industries indiennes qui ne travaillent pas pour la guerre, la population des Etats-Unis manquant de charbon.

FINLANDE
L'EVAUATION
Le journal finlandais « Nijborg Nyheter » rapporte que durant les jours de Noël, 80 trains militaires ont passé à Nyborg venant de Russie ou se rendant en Russie. En outre, un grand nombre de soldats russes ont été utilisés au début de ce mois les trains réguliers pour regagner leur pays.

L'OCCUPATION RUSSE

On mande de Stockholm : Le Sénat finlandais a été informé par les Russes que ceux-ci n'avaient pas l'intention de se retirer, avant la fin de la guerre, des phares et des postes de pilotes occupés. On a essayé ces derniers temps d'envoyer des télégrammes de Suède en Finlande; ils ont dû employer la voie de Pétersbourg et il n'a pu être constaté s'ils avaient atteint ou non leur destination.

Le « Stockholms Dagblad » invite la Compagnie télégraphique scandinave à mettre un de ses câbles baltiques à la disposition des communications suédo-finlandaises.

FRANCE
LES CONDITIONS DE PAIX
Le « Matin » annonce que M. Clemenceau formulera au début de la semaine prochaine, d'une façon claire et nette, devant la Chambre assemblée, les conditions que la France considérerait comme une base appropriée pour négocier la paix.

L'ARRESTATION DE M. CAILLAUX
M. Caillaux a été transféré, non pas à Vincennes comme on l'avait dit d'abord, mais à la prison de la Santé.

On s'attendait au Sénat français à l'arrestation de M. Caillaux. Les sénateurs estiment que le gouvernement doit en supporter toute la responsabilité. Quelques sénateurs trouvent qu'une interpellation doit être faite à la Chambre afin d'informer le gouvernement à exposer les raisons qui ont amené cette arrestation.

Berlin, 15 janvier. — L'Agence Suissesse dit que les journaux français annoncent, concernant l'arrestation de M. Caillaux, qu'immédiatement après que l'autorisation d'ouvrir la poursuite judiciaire ait été donnée, des investigations avaient été faites en Italie, afin d'obtenir de nouvelles preuves. Ces investigations se rapportent au voyage de M. Caillaux à Rome, et à ses relations avec différents groupes et pacifistes.

Quelques documents, dans lesquels M. Caillaux aurait développé un projet dirigé contre la sûreté de l'Etat français et contre le gouvernement, et qui aurait eu pour conséquence un renversement de tout le système d'Etat français, seraient, dit-on, accablants.

Paris, 15 janvier. — Le « Patrie » écrit :
« L'arrestation fut connue à la Chambre un peu avant midi. Les députés travaillaient à la bibliothèque ou dans les salles de commissions, entourés aussi par les journalistes propagant la nouvelle. »

Le « Presse » écrit :
« La rubrique des scandales s'est enrichie aujourd'hui d'un événement important, celle de l'arrestation de l'ancien ministre-président M. Caillaux. »

L'« Intransigeant » explique :
« Ceux qui, par cupidité ou par ambition, considèrent l'acte d'accusation de M. Dubail comme insuffisant, savent tout autre chose qu'on ne nous dit pas. Des documents accablants prouvent la culpabilité de l'ancien ministre-président. Puis-je donc la justice suivre son cours. Il s'agit de se défendre et de vaincre par tous les moyens. »

L'« Eclair » dit :
« M. Clemenceau a pris une décision des plus importantes. Il fit arrêter l'ancien président du Conseil, M. Caillaux. Depuis ce matin, celui qui pendant deux années gouverna ce pays et qui fut le chef reconnu du parti républicain, n'est plus qu'un détenu aux mains de la justice. M. Caillaux a été arrêté. M. Clemenceau nous ouvre le procès le plus redoutable dans notre histoire. Il accepte la responsabilité suprême la plus tragique. »

Le « Temps » annonce l'événement sans commentaires et rappelle que M. Caillaux déclara lors du procès de sa femme, le 27 juillet 1917, qu'il ne possédait qu'un million de francs.

Le « Journal des Débats » écrit que M. Caillaux ne jouit jusqu'ici d'aucune faveur. Il a été interné dans une cellule ordinaire. M. Bouchardon se refuse à donner des informations. Nous pouvons dire toutefois qu'à 2 h. 30 il se trouve en entrevue avec deux messieurs.

LA DEFENSE DE BOLO PACHA
Mgr Henry Bolo, protonotaire apostolique, secrétaire et prédicateur connu en France, est un des frères de Bolo Pacha, dont il entreprend la défense en un long article dans l'« Eclair ».

D'après lui, son frère, qu'il avait perdu de vue depuis une trentaine d'années, serait une victime d'informations méprisables de rumeurs, d'un sur dix n'est vrai, et qui ont pour conséquence qu'il fut entouré d'une atmosphère de violence défavorable, et fureusement hostile.

Mgr Bolo assure que son frère, suivant des renseignements qu'il a reçus du notaire de celui-ci, était riche avant la guerre, contrairement à ce qu'on a dit. Il s'efforce de démontrer que la conduite de Bolo Pacha et la manière dont il a conduit les millions américains, n'ont aucun rapport avec la conception qu'il vendit son pays, qu'il fit de la propagande défaitiste et qu'il se serait tiré dans le dos des soldats français.

ITALIE
LE CONSEIL DES MINISTRES
Rome, 15 janvier. — Immédiatement après le retour de M. Orlando du front, un Conseil des ministres se réunit; la séance dura quatre heures; tous les ministres y prirent part. Les journaux gouvernementaux annoncent que des questions importantes de la politique internationale furent débattues. Il fut décidé en principe que le chef de Cabinet prononcerait un discours public avant la prochaine réunion de la Chambre, pour exposer les buts de guerre de l'Italie. Cette déclaration aura lieu le 20 janvier à l'occasion de la manifestation patriotique organisée à Milan. La réouverture de la Chambre fut également l'objet des délibérations ministérielles. Il fut décidé qu'au cas où l'on demanderait une réunion extraordinaire de la Chambre, celle-ci demanderait l'adhésion de la Commission des Affaires étrangères.

LA CONFERENCE OUVRIERE
Londres, 16 janvier. — Le « Daily Chronicle » annonce que George étant chargé de travail ne prendra pas part à la prochaine Conférence ouvrière.

L'ATTAQUE DU CONVOI SCANDINAVE
Londres, 15 janvier. — Sir E. Geddes a déclaré à la Chambre des Communes que l'enquête ouverte au sujet de l'attaque d'un convoi scandinave par des forces allemandes, le 12 décembre, avait permis de constater que les navires de secours avaient fait leur devoir et que les autres unités de combat destinées à couvrir le transport avaient été empêchées par les circonstances d'arriver à temps pour protéger le convoi; l'attaque dirigée contre deux navires neutres, non loin de la côte septentrionale anglaise, dans la nuit du 11 au 12 janvier, se rapporte à deux navires qui, à cause de l'obscurité, s'étaient éloignés d'un convoi qui naviguait vers le Sud.

ETATS-UNIS
MESURES MARITIMES
Washington, 15 janvier. — A la suite de la Conférence des Alliés à Paris, le département de la Marine américaine a décidé de désigner des représentants à Londres, à Paris, à Rome et dans presque tous les ports importants de l'Atlantique. Le contrôle sur la navigation américaine est ainsi rendu plus efficace, et la collaboration maritime avec les Alliés devient plus complète.

LE RATIONNEMENT
On mande de New-York au « Matin » : Un projet de loi introduisant un jour de privation de viande et de fromage par semaine sera présenté ces jours-ci aux deux Chambres. La loi accordera au contributeur des vivres les pouvoirs nécessaires pour imposer d'autres mesures restrictives.

L'EXPORTATION DU CHARBON
On mande de Washington que le Département du Commerce de guerre a défendu l'exportation de charbon, pour autant que ce charbon ne soit pas nécessaire à la guerre, les quantités à exporter cette année étant inférieures aux quantités exportées l'année passée.

L'Angleterre devra donc assumer la tâche de ravitailler complètement la France et l'Italie.

On mande également de Washington que le gouvernement américain a l'intention d'interrompre l'activité de toutes les industries indiennes qui ne travaillent pas pour la guerre, la population des Etats-Unis manquant de charbon.

FINLANDE
L'EVAUATION
Le journal finlandais « Nijborg Nyheter » rapporte que durant les jours de Noël, 80 trains militaires ont passé à Nyborg venant de Russie ou se rendant en Russie. En outre, un grand nombre de soldats russes ont été utilisés au début de ce mois les trains réguliers pour regagner leur pays.

grès des divers gouvernements, aux conférences locales, aux congrès de l'armée, de mettre cette question à l'ordre du jour et d'adopter une résolution déclarant nulle l'élection de membres de la Droite. Le bureau estime que cette mesure est de nature à combattre les partis politiques qui s'élèvent en masse contre les Conseils des Ouvriers, Paysans et Soldats. Toutes les décisions adoptées dans ce sens devront être transmises au bureau de la Commission exécutive du Soviet.

L'« Allgemeine Handelsblatt » apprend de Londres que le gouvernement bolcheviste enverra vendredi à la Constituante un ultimatum exigeant que la République socialiste soit proclamée en Russie et que toutes les terres et toutes les propriétés soient expropriées.

La Constituante devra se rallier à cette exigence, faute de quoi elle entrera en conflit ouvert avec les Soviets qui se trouvent derrière le gouvernement.

LES PARTIS ET LE GOUVERNEMENT
Deux courants se manifestent et se combattent au sein du gouvernement maximaliste. Le courant radical, qui amène la dictature de Lénine et de son triumvirat, qui remplace l'Assemblée Constituante par une commission arbitraire composée de radicaux, et dont le but est de faire triompher le socialisme par tous les moyens, dispose de la majorité. L'autre, le courant modéré, veut convoquer l'Assemblée Constituante et recherche l'adhésion des autres partis socialistes. Les nouvelles qui viennent de Pétersbourg (Minsk) l'irritent, tantôt l'autre tendance et donnent en conséquence une image peu claire de la situation. On annonce aujourd'hui que la constitution d'une représentation nationale serait décidée. En même temps, le bruit court cependant de la retraite de M. Lénine, et Trotski, qui était considéré jusqu'à présent comme le représentant le plus radical des opinions de Lénine, semble se ranger pour plusieurs questions du côté du parti modéré.

L'opposition socialiste contre le gouvernement des maximalistes n'a rien perdu de son intensité. Seul l'aile gauche des minimalistes semble disposée à une conciliation. Les autres partis, notamment le centre des révolutionnaires socialistes, restent encore toujours sous l'adhésion aux maximalistes. Le « Djan » annonce que l'on a formé le projet, au cas où l'Assemblée Constituante ne se réunirait pas, de renverser le gouvernement maximaliste par une grève générale. Dans ce but, il s'est déjà formé une « Ligue des ligues », qui comporte non seulement les syndicats, mais encore les associations techniques, bourgeoises, et qui joue le rôle principal en 1915 lorsque la grève générale fut décrétée. Les grèves des fonctionnaires, employés et instituteurs mises à exécution jusqu'à présent prennent de plus en plus d'extension.

AU MINISTRE DES FINANCES
Pétersbourg, 15 janvier. — Les bolchevistes ont révoqué tous les fonctionnaires grévistes du Ministère des Finances et les ont déclarés déshonorés de leur droit à la pension.

Le commissaire du peuple, M. Antonov, annonce que le bassin du Donetz a été purgé des troupes de Kaldine; l'industrie extractive est aux mains des bolchevistes. Toute la récolte de grain a été saisie pour servir à ravitailler le nord du pays.

LES AGENTS ALLIES
So basant sur une résolution du Conseil des Commissaires du peuple, M. Krylenko demanda l'expulsion de tous les agents des Puissances alliées qui résident dans la zone de guerre. Six officiers français, qui s'étaient cachés à Minsk, ont été arrêtés et transférés à Pétersbourg.

TROUBLES INTERIEURS
Pétersbourg, 14 janvier. (Reuter). — Des émeutes se sont produites à Kolomoia, dans le gouvernement de Mo-cou, où nombre de gens souffrent de privations.

La foule désarma la Garde Rouge et transmit le pouvoir au Conseil municipal. Douze personnes furent tuées et 120 autres blessées. Les soldats de Pétersbourg ont constamment le trait entre la capitale et la province. Ils vendent aux habitants de la viande, de la farine et du beurre à des prix très élevés. Les soldats se sont emparés de wagons de chemins de fer. Ils s'accrochaient aux boutons et grimpaient sur les toitures. De nombreuses personnes sont mortes de froid. Les voyageurs ne parviennent presque plus à trouver de la place en chemin de fer; souvent ils doivent attendre pendant plusieurs jours et plusieurs nuits à une station. Les maximalistes ont occupé le bureau principal de la Ligue des Soldats, à Moscou.

PAS D'ARMEE DE VOLONTAIRES
On mande de la frontière russe : Au cours de sa dernière réunion, le Conseil des Ouvriers et Soldats a rejeté à une grande majorité la proposition de M. Sinavief, qui demandait la création d'une forte armée de volontaires pour défendre la Révolution russe. Cette armée de volontaires aurait assumé la reprise des hostilités au cas où les négociations de Brest-Litovsk échoueraient. Un rapport du généralissime Krylenko estime cependant que, pour des raisons techniques, la reprise des hostilités n'est pas possible. Une petite guerre pourrait seule être, au besoin, organisée, mais les Puissances centrales en auraient aisément raison. La décision prise par le Conseil des Ouvriers et Soldats prouve le désir de paix de la majorité du peuple russe.

KALEDINE ET LE QUARTIER-GENERAL ANGLAIS
Stockholm, 12 janvier. — On annonce de source autorisée que le général Kaldine est en rapport par le télégraphe sans fil, avec le grand quartier-général anglais en Mésopotamie.

LA RESIDENCE DE M. LENINE
Le « Djan » annonce que M. Lénine réside en ce moment dans un sanatorium finlandais, où il reçoit journellement des courriers et des visiteurs qui le tiennent au courant de la situation à Pétersbourg.

LE DEPART DE L'AMBASSADE ANGLAISE
On mande de Stockholm que 60 grands industriels anglais de Russie ont accompagné l'ambassadeur M. Buchanan.

On voit là un signe de ce que l'Angleterre cesse sa collaboration industrielle en Russie.

LA REPRESENTATION DES MAXIMALISTES A TOKIO
Les journaux suisses apprennent qu'un jeune Russe, qui a étudié naguère au Japon, est arrivé à Tokio et a déclaré avoir été nommé ambassadeur russe. Le gouvernement japonais s'est refusé à reconnaître l'ambassadeur maximaliste. L'ambassadeur de l'ancien régime refuse d'évacuer l'hôtel de l'ambassade.

L'EVAUATION DE LA PERSE
Le conseil de Persie à Tiflis annonce que les troupes russes se sont retirées de la Perse plus rapidement qu'on n'avait eu l'espoir. Le gouvernement persan annonce officiellement que les troupes russes ont tout pillé et brûlé à Urmia. A la suite de ce programme, les Persans se sont saisis des plantations de riz et de coton.

L'ANNULATION DES EMPRUNTS
Pétersbourg, 15 janvier. — La Commission supérieure des biens nationaux a élaboré un décret annulant tous les emprunts nationaux émis par les autorités impériales et gouvernementales. Tous les titres d'emprunt russe, qui se trouvent en possession d'étrangers, seraient annulés sans résiliation. Berlin, l'emprunt à courte échéance de l'Agence du Trésor et les séries émises par l'Agence du Trésor resteraient valables.

ARRESTATION DU MINISTRE DE ROUMANIE

L'Agence Havas mande de Pétersbourg que le ministre de Roumanie, M. Diamant, et le personnel de la légation ont été arrêtés hier soir sur l'ordre des Commissaires du peuple et internés à la forteresse de Pierre-et-Paul.

On ignore les motifs de cette mesure.

A l'occasion du renouvellement de l'année russe, aucun journal n'a paru, de sorte que la nouvelle n'a pas été répandue.

Le corps diplomatique, et notamment les diplomates neutres, ont été convoqués par le drapeau du corps, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Francis, afin de protester contre cette arrestation.

On mande, d'autre part, que le ministre de Roumanie a été arrêté à Pétersbourg parce qu'il excitait le peuple contre le gouvernement. L'arrestation fut opérée sur l'ordre exprès de Trotski. Cette arrestation est une conséquence directe de la déclaration récente de M. Trotski d'après laquelle le gouvernement soviétique n'aurait pas l'intention de l'Entente sont très inquiètes parce qu'ils craignent des mesures analogues, notamment celles qui concernent les diplomates français et italiens.

L'ECLAIRAGE DE PETROGRAD
On annonce que le gouvernement russe a placé sous séquestre la Société d'Eclairage Electrique de la Ville de Pétersbourg, et a déclaré que cette société devenait la possession de l'Etat.

SUEDE
REUNION DE LA CHAMBRE
Stockholm, 15 janvier. — La Chambre s'est réunie aujourd'hui. M. Eden, ministre d'Etat, a annoncé que le Roi avait nommé le comte Hammarström, président de la Chambre, et M. Oedberg, vice-président. L'ancien vice-président de la Dixième-Chambre, M. Persson (libéral), a été nommé président, et M. Lindqvist (socialiste), vice-président. Les Chambres ont décidé d'envoyer un télégramme de félicitations au président de la Chambre finlandaise. La session parlementaire s'ouvrira demain par un Conseil de la Couronne.

NOUVELLES DIVERSES

LE TRAFIC DES CHEMINS DE FER EN FRANCE

Les journaux de Lyon annoncent qu'à partir d'aujourd'hui une série de trains de voyageurs ont été supprimés dans le sud de la France, à cause de la pénurie de charbon. En outre, l'express Paris-Marseille ne circulera que trois fois par semaine à partir du 15 janvier.

TROUBLES DANS LES COLONIES FRANÇAISES
Le « Figaro » annonce que des troubles graves se sont produits en Nouvelle-Calédonie. Une série de colons français ont été tués par les indigènes. La lutte contre les rebelles a duré quatre mois. Des soldats de marine ont été débarqués pour venir en aide aux troupes des colonies. Le rapport du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie attribue ces troubles à l'alcoolisme des indig

